

# Claude Hêche: «Je ne vais pas m'arrêter là»

Elections fédérales  
18 octobre 2015



► **Cette année 2015 présidentielle** au Conseil des Etats restera comme le point d'orgue de la carrière politique de Claude Hêche. N'allez pas lui dire que ça aurait pu faire un joli point final. Il réagirait avec véhémence.

► **Sa motivation est intacte** au moment de briguer un nouveau mandat, un dernier. «Le combat continue», dit le socialiste de Courroux. Entretien.

– Cette année particulière n'était-elle pas la bonne occasion pour terminer en beauté votre carrière sous la Coupole?

– L'efficacité en politique c'est d'être fidèle à ses engagements sur le long terme. Grâce à l'expérience que j'ai pu accumuler et aux réseaux que j'ai pu développer, j'ai acquis une plus grande capacité pour défendre les causes qui me tiennent à cœur. Pour avoir une certaine influence à Berne, il faut un certain nombre d'années, il faut de l'expérience dans les commissions, il faut avoir présidé une commission. J'ai notamment présidé une des plus importantes commissions qui est celle des transports et des télécommunica-



Claude Hêche: «Jamais le Jura n'a été si proche de la Berne fédérale, mais on peut encore faire davantage.» Le sénateur jurassien terminera son mandat présidentiel à Berne à la fin novembre. PHOTO ROGER MEIER

tions. Arriver président du Conseil des Etats nécessite tout un parcours parce qu'il faut...

– La question sous-entendait plutôt que cette année présidentielle devait représenter l'acmé politique qui a nécessité un engagement considérable. Comment dès lors se remobiliser pour un nouveau mandat?

– Effectivement c'est une année qui nécessite un engagement de tous les instants. Avec cette année présidentielle, les portes se sont élargies. Je souhaite capitaliser sur tou-

te cette expérience pour en faire profiter mon canton.

– D'accord. Mais la motivation politique personnelle est-elle encore là?

– Si quelqu'un n'est pas motivé à 100% voire même plus en particulier dans le domaine politique, alors il doit faire autre chose.

– La présidence du Conseil des Etats, c'est presque un an de campagne, donc pas de souci pour le 18 octobre?

– Si, j'ai souci comme pour toutes les élections que j'ai vé-

cues. Le souci est peut-être différent. Dans ma situation, je peux modestement présenter un bilan lié à quatre années intenses et en particulier à cette année de présidence. J'ai peut-être une incertitude liée au manque de liens directs que j'ai eu cette année avec les Juraissiens.

– Quel sera votre collègue jurassien pour la prochaine législature au Conseil des Etats?

– Je n'en sais rien. Le peuple tranchera. Votre question laisse entendre que je serai réélu, moi je dis que tout est ouvert.

– La question est de savoir si vous avez une préférence ou non par rapport à la personne qui pourrait vous accompagner à Berne?

– Cette question concerne le PDC. Je tiens plutôt à rappeler que j'ai un excellent colistier en la personne de Gilles Pierre. Je suis favorable au maintien de la configuration actuelle, à savoir un représentant du PS et un représentant du PDC.

– A deux reprises, vous avez fait basculer le vote du Conseil des Etats ces derniers temps, en votant en faveur de la naturalisation facilitée pour les jeunes étrangers de la 3<sup>e</sup> génération et en vous opposant à l'ouverture tardive des magasins. Sur ce dernier sujet, ne serait-ce pas davantage aisé d'avoir des horaires harmonisés, on peine parfois à s'y retrouver en Suisse non?

– J'ai voté non sans hésitation. Il faut d'abord savoir que les cantons ont des compétences en matière d'ouverture. Je ne vois pas pourquoi il faudrait une loi fédérale qui impose un canevas aux cantons. La grande majorité des cantons se sont exprimés contre ce projet. Les cantons ont toute la latitude pour accepter chacun un élargissement. Le Jura a refusé une loi sur le sujet. Je ne suis pas opposé à un assouplissement de l'horaire, à condition que les partenaires sociaux trouvent un accord, en matière de qualité de travail, de respect du repos et au niveau salarial. Rien de

cela ne figurait dans le projet proposé.

– Sur le virage énergétique, le Conseil des Etats s'est prononcé en faveur d'un projet encore moins ambitieux que le Conseil national, n'est-ce pas un mauvais signal en cette année clé pour le climat?

– Le résultat du Conseil des Etats n'est pas satisfaisant. Heureusement que le Conseil national a fait un pas en avant plus important. Il faut souhaiter que les élus du 18 octobre iront dans ce sens-là. Je fais confiance à Doris Leuthard pour rester dans la ligne du Conseil national, en précisant que les débats ne sont pas terminés.

– Vous avez enregistré un succès avec le programme ferroviaire FAIF. Par contre, au niveau régional, l'avenir du nœud ferroviaire delémontain et de la liaison directe vers Bâle reste incertain. N'est-ce pas un échec?

– C'est une défaite, mais le combat n'est pas terminé. J'ai fait passer un postulat qui oblige le Conseil fédéral et les

CFF à trouver une solution. On voit que des études sont lancées pour le doublement de la voie dans le Laufonnais. Ce qui manque ce sont des garanties de réalisation, de financement et de délai. Il est impératif que les engagements des autorités fédérales et des CFF de rétablir la liaison directe entre Bâle-Delémont, Bienne et l'Arc lémanique soient respectés. C'est techniquement possible sans le doublement de la ligne. Le combat continue, je ne vais pas m'arrêter là.

– Resterez-vous aux Etats pour toute la durée de la législature?

– Oui. Si je suis réélu, je le serai pour quatre ans, sauf aléas de la vie.

– Après la présidence des Etats, qu'espérer de plus, le Conseil fédéral?

– Je ne serai pas conseiller fédéral. Ce qui m'importe, au sortir du 18 octobre, c'est de renforcer la présence et l'influence jurassienne à Berne. On peut encore faire davantage.

Propos recueillis par  
JACQUES CHAPATTE